



Les Tablettes Lorraines
VOTRE HEBDOMADAIRE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL



DOSSIER SPÉCIAL

BANQUES & ASSURANCES

FINANCEMENT

LE TEMPS
DES
INCERTITUDES

ASSURANCE

LES RISQUES
SYSTEMIQUES
AUGMENTENT

FBF GRAND EST

ENTRETIEN
AVEC DOMINIQUE GARNIER,
SON PRÉSIDENT

de
PARTENAIRE HISTORIQUE
à
NUMÉRO UN

1^{re} BANQUE DES ENTREPRISES POUR LA 14^e ANNÉE CONSÉCUTIVE*

BANQUE POPULAIRE 
ALSACE LORRAINE CHAMPAGNE

la réussite est en vous

Communication à caractère publicitaire et sans valeur contractuelle. *étude Kantar PME-PMI 2023 - Banques Populaires - 1^{re} banque des PME.
BPALC - SA coopérative à capital variable - 3 rue François de Curel 57000 Metz - 356 801 571 RCS Metz - ORIAS n° 07 005 127. Crédit photo : Adobe Stock.

ÉDITO

Vers un grand chambardement... ■



Rien ne va plus quand tout allait presque bien ! La dynamique d'investissement des entreprises, même si elle accusait quelques signes de fléchissement au premier trimestre et quelques retards dans les prises de décision, était palpable. Un état d'esprit entrepreneurial combatif mis en avant par bon nombre d'observateurs du secteur mais dans

le même temps, la réalité du terrain et certaines voix, moins audibles que d'autres, pointaient du doigt une toute autre situation. Les projets d'investissement, en dehors des grosses annonces liées notamment au plan étatique de réindustrialisation, étaient moins nombreux à en croire certains fonds d'investissements régionaux. Et puis, il y a eu ce fameux 9 juin. Une vague RN déferle dans les urnes aux élections européennes. Pas une surprise mais l'électrochoc vient de la décision d'Emmanuel Macron, le président de la République, de dissoudre l'assemblée nationale. Les élections législatives s'inventent aujourd'hui dans la vie économique déjà bouleversée avec cette inquiétude palpable de voir un parti des extrêmes arriver au pouvoir. C'est bien connu, le risque politique, l'univers bancaire et celui des assureurs ne l'apprécient guère. « *Les banques prennent les événements comme ils arrivent. En fonction des résultats, il faudra adapter la politique mais les banques seront toujours là pour accompagner l'économie* », nous assurait Dominique Garnier, le président du Comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française le lendemain de l'annonce de la dissolution de l'assemblée. Depuis les marchés ont parlé. L'Hexagone a connu la semaine du 10 juin, sa pire semaine boursière enregistrée depuis mars 2022 après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les marchés sont à scruter de près dans cette période où le temps apparaît suspendu. Suspendu aux résultats des votes du 30 juin et du 7 juillet prochains.

Emmanuel VARRIER

« **C'est bien connu, le risque politique, l'univers bancaire et celui des assureurs ne l'apprécient guère.** »

Sommaire

Financement - Investissement : le temps des inquiétudes **10**

Assurance : des risques systémiques de plus en plus nombreux..... **12**

Dominique Garnier, président du Comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française : « *Les banques ont la capacité à absorber les chocs conjoncturels* » **14**

PGE : l'engrenage du remboursement peut être enrayeré..... **16**

Tech : le secteur se réinvente grâce à l'IA **17**

Les banques éthiques : un modèle financier plus vertueux..... **18**

Réglementation : l'intégration des critères ESG, un avantage concurrentiel pour les entreprises..... **20**

Financement : le crowdfunding, un véritable levier de financement des porteurs de projets..... **21**

DESTINATION
NANCY DESTINATION
engagée

Engagez-vous en tenant votre événement chez nous !

Achats raisonnés, produits écolabellisés...



Gare TGV
à moins de 1 min du Centre Prouvé





Ici, tout se fait **à pied**



www.destination-nancy.com



CONJONCTURE

Financement - Investissement : le temps des inquiétudes... ■

LE BIG BANG HEXAGONAL PROVOQUÉ PAR L'ANNONCE DE LA TENUE D'ÉLECTIONS LÉGISLATIVES À LA FIN DU MOIS OÙ LES EXTRÊMES CARACOLENT EN TÊTE, FAIT SOUFFLER SON VENT D'INCERTITUDES ET D'INQUIÉTUDES SUR L'ÉCOSYSTÈME DU FINANCEMENT ET DE L'INVESTISSEMENT DES ENTREPRISES. CES DERNIÈRES ÉTAIENT POURTANT SUR UNE BONNE LANCÉE AU DÉBUT DE L'ANNÉE DU FAIT D'UNE CERTAINE RÉSILIENCE ET D'UNE ADAPTATION À UNE SITUATION DÉJÀ DÉLICATE. EN QUELQUES JOURS, TOUT A BASCULÉ. QUID DES JOURS D'APRÈS DE L'ÉCHÉANCE DES 30 JUIN ET 7 JUILLET ?



Et maintenant ? C'est la grande question aujourd'hui qui plane sur l'univers bancaire et la sphère du financement des entreprises. «2024, il faut se l'avouer nous avons beaucoup de mal. Il n'y a pas d'investissements significatifs, et ce, malgré le fait que nous disposons de fonds pour investir. Nous observons une certaine latence dans la prise de décision d'investir.» Constat établi par un directeur d'un fonds d'investissement régional et cela quelques jours avant l'annonce de la dissolution de l'assemblée nationale par le président de la République, Emmanuel Macron, et l'incertitude générale ambiante du fait des élections législatives de la fin du mois et de début juillet. Déjà avant cette épisode quasi historique qui est en train de tout ébranler, l'ambiance se soldait par une certaine prudence. Quid aujourd'hui des jours d'après ? Bien malin celui qui peut le dire aujourd'hui. 2023 et le début de 2024 affichaient leurs lots de difficultés mais certains gardaient un optimisme à toute épreuve.

PROJETS EN SOMMEIL

«Les projets sont là, ils sommeillent. Il y a un élan de l'innovation et une vitalité des entreprises», assurait fin avril Bernard Nicaise, le directeur du réseau Est de Bpifrance à l'occasion de la présentation, fin avril, de l'activité de la banque d'investissement pour l'année écoulée. L'an passé, Bpifrance a soutenu près de 5 900 entreprises à hauteur de 1,9 Mds €



L'échéance des élections législatives de fin juin a entraîné une montée d'incertitudes et d'inquiétudes dans le monde économique. La sphère de l'investissement et du financement des entreprises est en première ligne. La relative bonne dynamique régionale devrait en pâtir.

permettant de mobiliser 4,6 Mds € de financements publics et privés. Tous les départements ont été concernés par cette forte croissance de l'innovation annoncée liée au déploiement du plan France 2030. Au total, ce sont près de 243 M€ qui ont été mobilisés par la banque d'investissement l'an passé pour le seul secteur de l'innovation, soit trois fois plus qu'en 2019. En Lorraine, la Meurthe-et-Moselle affiche les quelque 445 M€ de financements mobilisés (dont 225 M€ de soutien de Bpifrance) pour 871 entreprises soutenues. La Moselle affiche les 798 M€ (dont 338 M€ de soutien de Bpifrance) pour 1 013 entreprises soutenues. Dans les Vosges, 483 entreprises ont été soutenues avec une mobilisation de Bpifrance

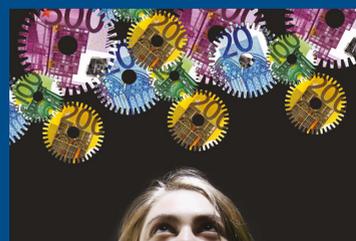
de 136 M€ pour un total de 281 M€ de financements mobilisés. 152 entreprises meusiennes ont été accompagnées pour un montant de soutien de Bpifrance de 49 M€ et un financement total mobilisé de 128 M€. Côté typologie d'entreprises, Bpifrance Grand Est assure que 70 % des entreprises financées sont des TPE.

REPORT VOIR ANNULLATION D'INVESTISSEMENT

«On pense trop souvent que nous ne finançons que les grandes entreprises. Le critère principal pour déclencher un financement (ou non), c'est le projet. Si certaines entreprises sont fragiles mais qu'elles possèdent des marchés, nous

Investissement : coup d'arrêt en vue ? ■

Un autre monde ! Dire que l'investissement des entreprises va pâtir des résultats des élections législatives de la fin juin n'est pas un scoop, sauf grand renversement de situation politique. A l'heure où nous écrivons ces lignes, l'inquiétude de voir arriver aux pouvoirs les extrêmes (aussi bien extrême droite, qu'extrême gauche) met en branle toute la sphère économique et financière. Un coup d'arrêt certain aux conséquences jugées plus que dommageables. Un flou total et persistant devrait s'installer et pour longtemps.





apportons notre soutien.» Même chose pour celles qui ont «*besoin de réalimenter la pompe*» notamment après la période de remboursement des PGE (Prêt garantis par l'État). Cette année, Bpifrance Grand Est assure continuer sur cette lignée avec quatre priorités : accélérer la transition énergétique et écologique, renforcer l'accompagnement et le financement des créateurs-repreneurs, soutenir les écosystèmes de l'innovation et contribuer à la réindustrialisation. La dynamique annoncée pourrait tout simplement être stoppée du fait du contexte actuel. «*Une grande partie des investissements annoncés lors de la dernière édition du sommet Choose France pourraient être reportés, voire même ne jamais voir le jour*», analyse un observateur du secteur. Des investissements gelés, pas impossible voire même fort probable. Dans ce climat d'incertitudes, la résilience des entreprises sera, de nouveau, mise à rude épreuve mais à un niveau jamais atteint. Dans sa dernière enquête, parue en mai dernier, la Fédération bancaire française mentionnait que «*malgré un contexte marqué notamment par la guerre en Ukraine, la hausse des prix énergétiques, le chiffre d'affaires des entreprises françaises, quelle que soit leur taille, a fortement progressé en 2021 et 2022. Ces derniers mois, dans un contexte économique mondial morose, les entreprises françaises ont vu leurs carnets de commandes se réduire nettement notamment dans l'industrie et le bâtiment.*» Un état de fait établi et qui devrait s'accroître dans les semaines et mois à venir. L'investissement, notamment des PME et des TPE commençant déjà à connaître

un fléchissement au premier trimestre. Le dernier baromètre trimestriel publié par Bpifrance Le Lab et Rexecode constate que les PME et TPE vont réduire leurs dépenses d'investissement cette année.

RISQUE MAJEUR DE DÉCROCHAGE

Du côté du financement des entreprises, «*malgré une conjoncture morose et une politique monétaire restrictive, le financement des entreprises reste bien assuré dans L'Hexagone*», assure la Fédération bancaire française dans ces chiffres du financement des entreprises à la fin mars. La croissance annuelle des crédits bancaires aux entreprises a accéléré dans l'Hexagone en mars avec une hausse de +1,5% «*alors qu'elle était toujours négative en zone euro.*» Les encours de crédits aux entreprises au niveau national atteignent 1,349 Mds € à la fin mars. La progression des crédits d'investissement demeure soutenue mais à un niveau légèrement inférieur à sa moyenne de long terme. L'endettement des entreprises, majoritairement à taux fixes, et à maturité longue, est moins impacté par la hausse de taux d'intérêts qui restent en France, bien inférieurs à la moyenne de la zone euro. Au premier trimestre, l'accès des entreprises au crédit demeure élevé «*dans un contexte de probable remontée des risques, du fait du ralentissement de l'activité et de la hausse des défaillances. 98% des PME ont obtenu en totalité ou en grande partie les crédits d'investissements demandés et 85% les crédits de trésorerie souhaités.*» Une remontée des risques



Après un retour à une certaine normalité, les taux pourraient de nouveau s'emballer avec toutes les conséquences néfastes qui vont avec.

qui il y a encore quelques semaines ne prenaient pas en compte le big-bang entraîné par l'annonce de la tenue de nouvelles élections législatives à la fin juin. Dans un récent communiqué, l'Afep (Association française des entreprises privées) met en avant que les résultats des futures élections législatives «*vont conditionner la capacité des entreprises et leurs salariés à poursuivre leur développement, à innover et à maintenir l'emploi et le pouvoir d'achat.*» Elle alerte, «*sur un risque majeur du décrochage durable de l'économie française et européenne.*» Les différents scénarios élaborés par les penseurs économiques, par rapport aux programmes mis en avant par les deux partis extrêmes en course (et bien placés) sont tout simplement catastrophiques. Dans ce contexte, difficile de percevoir un retour réel d'une dynamique en termes d'investissement. À moins que...

Emmanuel VARRIER



Fonds d'investissement de proximité, le Groupe ILP intervient sur le territoire lorrain

NOTRE VOCATION :

développer et renforcer **les fonds propres des PME** dans tous les secteurs d'activités.

www.groupe-ilp.com

ASSURANCE

Des risques systémiques de plus en plus nombreux ■

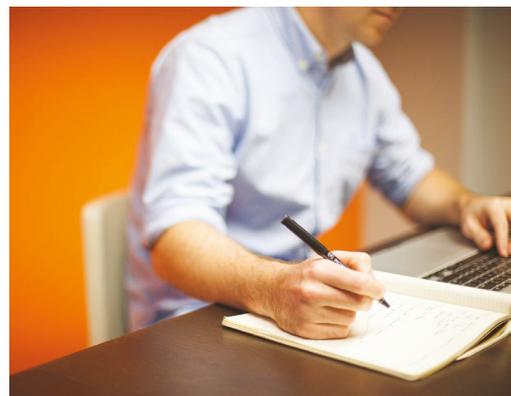
EN FORTE AUGMENTATION L'AN PASSÉ, LES PRIMES D'ASSURANCE PROFESSIONNELLE DEVRAIENT CONTINUER LEUR HAUSSE CETTE ANNÉE ET DANS LES ANNÉES À VENIR. LA MULTIPLICATION DES RISQUES, DONT CEUX LIÉS AU FAMEUX DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE, EST PRÉSENTÉE COMME L'UNE DES EXPLICATIONS DE CETTE HAUSSE QUASI CONTINUE. RESTE QUE POUR LES ACTEURS ÉCONOMIQUES, LA PILULE APPARAÎT DE PLUS EN PLUS DURE À AVALER SURTOUT QUE DU CÔTÉ DES RISQUES, DE NOUVEAUX APPARAISSENT ET CEUX PRÉSENTS AFFICHENT UNE SÉVÉRITÉ DE PLUS EN PLUS IMPORTANTE.

 7 % ! C'est l'augmentation moyenne des primes d'assurance professionnelle cette année à en croire une récente étude de la plateforme d'assurance professionnelle Coover parue en début d'année. Les raisons, elles sont bien connues. «*Cette hausse des primes s'inscrit dans un contexte de multiplication des sinistres, notamment ceux liés au changement climatique et d'augmentation des coûts de santé impactant directement les assurances de dommages et les mutuelles des professionnels*», peut-on lire dans cette étude. 4 % de hausse pour l'assurance des flottes professionnelles, 9 % pour les mutuelles, 8 % pour la prévoyance professionnelle, 5 % pour l'assurance responsabilité civile professionnelle ou encore 8 % pour la garantie décennale, de même pour l'assurance cyber. La hausse, déjà significative enregistrée l'an passé, devrait donc se poursuivre et les perspectives pour 2025 apparaissent dans la même veine. «*La tendance n'annonce pas d'amélioration l'année prochaine avec des prévisions d'augmentation des primes entre 12 % et 20 %.*» Cette

augmentation continue et exponentielle apparaît entraîner une certaine réflexion sur les modèles même des assurances professionnelles histoire d'apporter des solutions durables, notamment pour les TPE et les PME, pour faire face aux défis actuels et surtout ceux à venir. La quasi-totalité des grands groupes d'assurance assurent se pencher sur cette problématique certaine pour apporter des solutions optimales et surtout acceptables. Reste que les risques sont aujourd'hui de plus en plus nombreux.

LA SÉVÉRITÉ DES RISQUES PROGRESSE

France Assureurs, organisme de représentation professionnelle des entreprises de France, le stipule bien dans sa cartographie prospective 2024 des risques de l'assurance. Dans ce document, la famille des risques environnementaux arrive toujours en première position devant les familles des risques réglementaires et économiques. «*Par rapport à l'année dernière, l'ensemble des familles de risques progressent en sévé-*



L'apparition de nouveaux risques systémiques entraîne une augmentation, quasi permanente, des primes d'assurance professionnelle.

rité. Cependant, pour les risques environnementaux, économiques et technologiques, cette évolution est contrebalancée par une baisse de la fréquences», note France Assureurs. Les risques environnementaux (pénurie de matières premières et énergétiques, dérèglement climatique et catastrophe naturelle exceptionnelle) apparaissent les plus susceptibles d'avoir des effets sur l'ensemble des autres familles de risques affectant l'ensemble des pans de l'économie. «*Les risques émergents font apparaître de nouveaux besoins auxquels les assureurs et les réassureurs doivent répondre. Les assureurs doivent développer de nouveaux produits ou de nouvelles garanties pour faire face à ces nouveaux défis.*» Exemple typique avec les risques technologiques et notamment ceux engendrés par l'Intelligence artificielle. «*Les avancées de l'IA et la diffusion rapide des outils l'utilisant permet de gagner en productivité. Cela peut cependant s'accompagner de risques pour l'économie et la société (cybercriminalité, enjeux éthiques, bouleversement du marché du travail).*» Ce listing de risques mis en avant par les assureurs eux-mêmes devraient donc continuer à se traduire par une augmentation des primes d'assurances histoire de ne pas mettre à mal leur modèle économique. Une spirale quasi infernale...

Emmanuel VARRIER

«**La tendance n'annonce pas d'amélioration l'année prochaine avec des prévisions d'augmentation des primes entre 12 % et 20 %.**»

Étude de la plateforme d'assurance professionnelle Coover.

Cybersécurité : risque maîtrisé ? ■

Moins de sinistre donc des tarifs qui se stabilise ! C'est du moins ce qui ressort de l'étude Lucy (Lumière sur la cyberassurance) de l'Amrae (Association pour le management des risques et des assurances de l'entreprise). «*L'an passé, le marché de l'assurance cyber a poursuivi son développement notamment grâce aux ETI et PME qui ont augmenté leur souscription de programmes d'assurance cyber*», assure Olivier Wild, président de l'Amrae. Une démocratisation apparaît donc s'opérer au sein des ETI et des PME. Les TPE apparaissent toujours à la traîne. D'après la plateforme Coover : «*les TPE doivent faire face à une augmentation des primes d'assurance cyber et une hausse des tarifs de l'ordre de 9 % malgré une diminution des indemnités. Un déséquilibre qui rend difficile pour ces entreprises de s'assurer efficacement contre cette typologie de risques.*»



VOTRE ACTIVITÉ À L'INTERNATIONAL EN TOUTE SÉCURITÉ

Entreprendre à l'international n'est pas réservé aux grandes entreprises. De nombreuses PME/PMI se tournent vers l'exportation pour trouver de nouvelles sources de développement.

Développer une activité hors des frontières nationales, c'est aussi s'exposer à des risques nouveaux qui peuvent fragiliser ou mettre en cause la pérennité de l'entreprise.

La gestion de ces risques passe notamment par l'accompagnement d'un assureur spécialisé qui saura mettre en place les couvertures adaptées.

Bénéficiez de l'expertise d'un assureur spécialiste des risques à l'international

- **Une analyse approfondie des risques de l'entreprise :** activités, pays concernés, modes de distribution (en direct, via des distributeurs ou des implantations).
- **La rédaction d'un programme d'assurance complet adapté** à vos activités et à vos projets de développement à l'international.
- **Une analyse comparative** avec les solutions en place.
- **Un accompagnement** dans la souscription et la gestion de vos contrats d'assurance.

03 83 40 18 23

info@hinault-assurances.com

11 bis av. de Boufflers 54000 Nancy
Orias n°07013455 - Agent général


Jean-Claude Hinault
assurances

DOMINIQUE GARNIER, PRÉSIDENT DU COMITÉ DES BANQUES GRAND EST DE LA FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE

«Les banques ont la capacité à absorber les chocs conjoncturels» ■

EN 2023, LES BANQUES RÉGIONALES ONT ENREGISTRÉ DES RÉSULTATS EN BAISSÉ, APRÈS UNE ANNÉE 2022 QUASI HISTORIQUE. LA CONJONCTURE ADDITIONNÉE À DES PRESSIONS INFLATIONNISTES PERSISTANTES EXPLIQUENT, POUR PARTIE, LES RAISONS DE CES RÉSULTATS. IL N'EN DEMEURE PAS MOINS QUE LES BANQUES RÉGIONALES AFFICHENT LEUR SOLIDITÉ HISTOIRE DE CONTINUER L'ACCOMPAGNEMENT DU DÉVELOPPEMENT DE L'ÉCOSYSTÈME ENTREPRENEURIAL, ET CE MALGRÉ LES INCERTITUDES ACTUELLES. LE POINT AVEC DOMINIQUE GARNIER, LE PRÉSIDENT DU COMITÉ DES BANQUES GRAND EST DE LA FÉDÉRATION BANCAIRE FRANÇAISE.



Les Tablettes Lorraines : Les banques régionales ont présenté des résultats 2023 en baisse. La conjoncture fluctuante et les différentes incertitudes actuelles ont entraîné cet état de fait. La situation est-elle préoccupante ?

Dominique Garnier : Les banques régionales et les banques françaises sont solides. Elles ont démontré qu'elles avaient la capacité à absorber les chocs conjoncturels et les risques et surtout les anticiper. 2023 a été marquée au plan macroéconomique par le ralentissement économique mondial, des pressions inflationnistes persistantes et le durcissement des conditions de financement avec le relèvement par six fois de taux directeurs de la Banque centrale européenne conduisant le taux de facilité de dépôt à 4 % fin 2023, soit une augmentation de 2 % en un an.

Les taux d'intérêts semblent revenir dans une tendance plus raisonnable, liée notamment aux prises de décision de la Banque centrale européenne, cette tendance va-t-elle se poursuivre ?

La Banque centrale européenne a fait remonter les taux pour juguler l'inflation. Aujourd'hui avec la baisse de 25 points de base, il y a un retour à une certaine normalité. Les taux ne monteront plus, ils sont stabilisés. Cela devrait se poursuivre cette année mais également l'année prochaine.

Dans son bilan 2023 et ses perspectives pour 2024, présenté mi-avril, Bpifrance Grand Est, assure que l'investissement des entreprises dans la région est bien

présent. Comment appréhendez-vous cette donne ?

Nous percevons une bonne dynamique de la part de certaines entreprises régionales. L'investissement et les projets sont là. Le financement des entreprises demeure l'une des principales priorités des banques régionales. Tous les types d'activité sont financés même si, aujourd'hui, certains secteurs sont plus tendus que d'autres à l'image de l'immobilier. Dans ces périodes délicates, nous sommes partout là où nous pouvons l'être. À côté des entreprises qui investissent, nous avons des entreprises qui déposent le bilan. Nous devons être au rendez-vous dans les deux situations. Dans un cas comme dans l'autre, les banques doivent comprendre ce qu'elles financent. Elles s'engagent dans la durée.

Comment intervenez-vous auprès des entreprises en difficulté ?

Tout est d'abord question de transparence. L'économie fonctionne avec la confiance. Plus on voit clair tôt, plus il est possible de trouver les bonnes voies à prendre. Pour le financement des comptes d'exploitations, l'écosystème bancaire possède des solutions comme l'escompte, l'affacturage, les facilités de caisse. Une chose est certaine quand un compte commence à être structurellement débiteur d'une façon permanente, il faut commencer à s'inquiéter. Il faut avoir une visibilité quand cela commence à se tendre au niveau trésorerie. Nous ne pouvons pas financer à perte trop longtemps.

À l'occasion du sommet Choose France, mi-mai, le président de la République,



© BPALC

«Le financement des entreprises demeure l'une des principales priorités des banques régionales», assure Dominique Garnier, le président du Comité des banques Grand Est de la Fédération bancaire française.

Emmanuel Macron plaide pour une fusion des grandes banques françaises avec leurs consœurs européennes, histoire de faire face à la concurrence mondiale. Quel est votre avis sur cette idée ?

Les banques françaises ont tout à fait la taille pour demeurer à être rentable et jouer leur rôle dans la compétition internationale.

Le 9 juin, Emmanuel Macron, le président de la République, a annoncé la dissolution de l'assemblée nationale et la tenue d'élections législatives à la fin du mois. Comment l'univers bancaire régional réagit-il ?

Il est aujourd'hui très difficile de mesurer les impacts de cette décision. Les banques prennent les événements comme ils arrivent. En fonction des résultats, il faudra adapter la politique mais les banques seront toujours là pour accompagner l'économie.

Propos recueillis par Emmanuel VARRIER

« L'économie fonctionne avec la confiance. Plus on voit clair tôt, plus il est possible de trouver les bonnes voies à prendre. »

NOS EXPERTS VOUS ACCOMPAGNENT DANS VOS PROJETS DE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



PARTENAIRE ENGAGÉ DE VOTRE TRANSITION ÉNERGÉTIQUE



Des questions ? Besoin de conseils ?
Prenez rendez-vous avec nos experts



<https://ca.fr/lo/contact>

Offre réservée aux entreprises, aux professionnels et aux agriculteurs. ⁽¹⁾Les marques déposées de Meta sont la propriété de Meta et ne peuvent être utilisées que conformément aux règles prévues ou avec l'autorisation de Meta. ⁽²⁾L'utilisation des marques et ressources X implique de suivre les directives relatives aux marques X et toutes les autres règles et politiques X. ⁽³⁾Téléchargement et accès gratuits à l'application Ma Banque, hors coûts de communication selon opérateurs. L'utilisation de l'application nécessite la détention d'un terminal de communication compatible avec accès à Internet et l'abonnement au service Crédit Agricole En Ligne. ⁽⁴⁾Accès gratuit et illimité pour les particuliers, hors coût de communication variable selon opérateur. Édité par Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel de Lorraine. Société coopérative à capital variable. Agréée en tant qu'établissement de crédit. Société de courtage d'assurances. 775 616 162 RCS METZ. Siège social : 56/58 avenue André Malraux 57000 METZ. Immatriculée au registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07022719. N°IDU CITEO : FR234323_03XVXZ. Adresse postale : CS 71700 54017 NANCY CEDEX. com3632 - Date(03/24)

100% HUMAIN
100% DIGITAL



www.credit-agricole.fr/ca-lorraine



FINANCEMENT

PGE : l'engrenage du remboursement peut être enrayé ■

D'APRÈS LES ÉCOSYSTÈMES BANCAIRES ET ÉTATIQUES, LES REMBOURSEMENTS DES PGE (PRÊTS GARANTIS PAR L'ÉTAT), CONTRACTÉS PENDANT LA CRISE SANITAIRE S'OPÈRENT D'UNE FAÇON QUASI NORMALE. RESTE QUE POUR BON NOMBRE D'ENTREPRISES, LES ÉCHÉANCES S'AVÈRENT PLUS QUE DÉLICATES À HONORER. DES SOLUTIONS EXISTENT HISTOIRE DE FAIRE FACE AVEC EN PREMIÈRE LIGNE LA MÉDIATION DU CRÉDIT. ENCORE FAUT-IL L'UTILISER !



«Avec l'échéance des remboursements des PGE, bon nombre d'entreprises vont se trouver dans une grande difficulté. Certaines ne pourront jamais le rembourser.» Ce constat est tiré par bon nombre de branches professionnelles et d'organisations représentatives entrepreneuriales, et ce, depuis plusieurs mois. Instaurés pour faire face à la crise sanitaire, il y a quatre ans, les fameux Prêts garantis par l'État ont été rapidement et massivement distribués par les réseaux bancaires auprès de leurs clients entreprises et professionnels afin de soutenir leur trésorerie suite à l'arrêt ou à la baisse d'activités. D'après les chiffres fournis par la Fédération bancaire française, à la fin de décembre dernier, ce sont près de 686 000 entreprises qui ont bénéficié d'un PGE pour un montant global estimé à 144,5 milliards d'euros. Contractés, pour la grande majorité au deuxième trimestre 2020, ces prêts avaient des durées d'amortissement entre un et cinq ans. «Bon nombre aujourd'hui d'entreprises n'arrivent plus à suivre car elles ont été rattrapées par la conjoncture que l'on connaît additionné aux différentes hausses énergétiques. Certaines n'avaient tout simplement vraiment pas prévu une trésorerie nécessaire pour faire face», constate un observateur du secteur. L'augmentation, aujourd'hui exponentielle, des défaillances d'entreprises même si leur hausse est souvent minimisée



D'après la Fédération bancaire française, le taux de sinistralité des PGE est de l'ordre de 5 %. Pourtant, bon nombre d'entreprises assurent toujours avoir le plus grand mal à rembourser leur PGE.

en annonçant le retour à une situation quasi normale, trouve, sans aucun doute, ses raisons dans les difficultés de certaines entreprises à rembourser leur PGE. La Fédération bancaire française estime à 5 % le taux de sinistralité des PGE.

CUMUL DES DIFFICULTÉS

«Dans une grande majorité, le remboursement de cette typologie de prêt s'est opéré progressivement. Plus de la moitié du montant des PGE des TPE, PME et ETI était remboursé à la fin du mois de janvier soit près de 73 milliards d'euros sur 128 milliards au total et les trois quart des PGE sont remboursés selon les solutions donnant la plus grande souplesse de remboursement (cinq ans ou quatre ans et une année supplémentaire de décalage de remboursement de capital», peut-on lire dans la dernière enquête de la Fédération bancaire française sur le sujet. Quid de la seconde moitié qui reste encore à rembourser ? C'est là que l'on peut s'interroger sur la capacité actuelle des entreprises à faire face à ces échéances surtout que la plupart des fédérations et organisations

représentatives du monde de l'entreprise mettent souvent en avant cette problématique certaine. «Bon nombre d'entreprises aujourd'hui cumulent les difficultés entre le remboursement des PGE, l'inflation, la flambée de l'énergie, la paupérisation des carnets de commandes ou encore les difficultés de recrutement. 2024 est une année compliquée pour les entreprises. La mutualisation des forces en présence pour permettre d'accompagner au plus tôt les entrepreneurs est tout simplement vitale pour le tissu économique local», assure Carole Chrisment, présidente de la CPME de Meurthe-et-Moselle et présidente du récent Groupement meurthe-et-mosellan de prévention agréé, organisme visant à détecter les difficultés des entreprises et les aider à réagir. Face aux difficultés de remboursement d'un PGE, la Médiation du Crédit aux entreprises s'affiche comme le principal levier à actionner. Si le dossier est accepté, le médiateur du crédit aux entreprises peut proposer un allongement du délai de remboursement (de deux à quatre ans) ou un différé du remboursement du PGE en capital de six mois au maximum. À tenter...

Emmanuel VARRIER

Médiation du crédit : trop peu utilisée ? ■

113 médiations du crédit aux entreprises enregistrées dans la région l'an passé. 167 médiations effectuées en Meurthe-et-Moselle depuis sa création en 2010. Force est de constater que la médiation du crédit aux entreprises apparaît encore trop peu utilisée. Délicat pour un chef d'entreprise de s'avouer ses difficultés. Le sujet est redondant mais comme dans bon nombre d'autres situations, les chefs d'entreprise apparaissent arriver trop tard.



TECH

Le secteur se réinvente grâce à l'IA ■

L'APPLICATION DES TECHNOLOGIES DE L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE DANS LE SECTEUR DE LA BANQUE & ASSURANCE PERMET D'AMÉLIORER LES OPÉRATIONS, L'EXPÉRIENCE CLIENT ET STIMULER L'INNOVATION. C'EST AUSSI UN VÉRITABLE OUTIL POUR AUTOMATISER DES PROCESSUS, ANALYSER DES DONNÉES, DÉTECTER DES FRAUDES ET PRÉSENTER UN SERVICE CLIENT EFFICACE À TRAVERS L'APPLICATION DES ASSISTANTS VIRTUELS.

**OPTIMISER L'EFFICACITÉ
OPÉRATIONNELLE**

Avec l'automatisation des tâches courantes et la rationalisation des processus des services back-office, l'IA peut optimiser l'efficacité opérationnelle des banques. L'analyse des données par l'IA peut offrir des informations précieuses sur les performances opérationnelles, sur les préférences des clients ainsi que sur les tendances du marché.

**PERSONNALISER L'EXPÉRIENCE
BANCAIRE**

Pour une expérience bancaire personnalisée, l'IA peut fournir des recommandations de produits adaptés au comportement financier de chaque client, des informations adaptées sur leurs habitudes de dépenses, des conseils financiers automatisés et des alertes personnalisables selon le besoin de chacun.

ÉVALUER LE CRÉDIT PAR L'IA

L'IA joue un rôle très important dans l'évaluation du crédit pour les banques grâce à l'analyse des modèles d'apprentissage automatique. Afin de fournir un pointage plus précis et personnalisé, les algorithmes de l'IA sont capables d'analyser plusieurs données comme les comportements financiers, l'historique de paiement et l'utilisation du crédit,

ce qui aide les banques à prendre les bonnes décisions de prêt de crédit lors de l'évaluation des demandes des clients.

DÉTECTER LES FRAUDES

Les algorithmes d'apprentissage automatique de l'IA peuvent analyser un grand nombre de données transactionnelles, repérer des anomalies inhabituelles, identifier des habitudes nouvelles et signaler les activités frauduleuses. Cette démarche aide les banques à réduire les risques, à protéger les comptes clients et à sécuriser les transactions financières. Pour assurer une bonne gestion des risques, l'IA contribue à renforcer la capacité d'identification, d'évaluation et d'atténuation des risques, notamment le risque opérationnel et le risque de marché. L'IA contribue par ailleurs à renforcer la stabilité et la résilience du système bancaire grâce à l'analyse des données et la modélisation prédictive.

**ASSURANCE : MULTIPLES
AVANTAGES**

L'intégration de l'IA dans le secteur de l'assurance permet d'automatiser plusieurs processus et d'exploiter les données en temps réel, ce qui permet d'améliorer l'efficacité opérationnelle des compagnies d'assurances et de proposer des offres plus personnalisées aux clients. La gestion des risques est aussi améliorée grâce à l'analyse

prédictive des données, à l'identification des habitudes et des schémas potentiellement problématiques. En plus de la détection des fraudes, l'IA peut être intégrée dans le processus d'indemnisation des sinistrés, notamment pour faciliter le traitement des réclamations automatiques, analyser rapidement les informations sur les sinistres, évaluer les dommages et offrir une estimation précise du coût de l'indemnisation. L'IA peut également être utilisée pour améliorer et accélérer les parcours de souscriptions de contrats d'assurances, ce qui contribue automatiquement à améliorer l'expérience et la satisfaction client. C'est pour cette raison, que l'IA et la machine Learning sont fréquemment employées dans les parcours de souscriptions de nombreux assureurs.

**AMÉLIORER L'EXPÉRIENCE
CLIENT**

Afin d'accompagner la relation client dans le secteur d'assurance, l'IA propose plusieurs solutions : la gestion des appels avec callbot, un assistant capable de communiquer par téléphone avec un client. Basé sur un scénario de discussion déjà programmé, le callbot a été élaboré pour automatiser les appels à faibles valeurs ajoutés pour libérer plus de temps aux agents humains. D'autres solutions sont également employées comme la guidance des clients avec chatbot ou messagingbot.

JM

TENDANCES

Les banques éthiques : un modèle financier plus vertueux ■

ACTUELLEMENT, LES PARTICULIERS COMME LES PROFESSIONNELS ACCORDENT DE PLUS EN PLUS UNE IMPORTANCE À L'ÉCOLOGIE ET LES VALEURS ÉTHIQUES. AFIN DE RÉPONDRE À LEURS BESOINS, UNE NOUVELLE FORME D'INSTITUTIONS BANCAIRES A VU LE JOUR. IL S'AGIT DES BANQUES ÉTHIQUES. ZOOM SUR CES ÉTABLISSEMENTS BANCAIRES, QUI FONT PARTIE DU SYSTÈME DE LA FINANCE DURABLE.



Opter pour une banque verte est devenu aujourd'hui un acte citoyen.

Selon la Fédération Européenne des Banques Éthiques et Alternatives (FEBEA), la banque verte se définit comme une banque qui «œuvre pour le bien commun et qui assure le droit au crédit à travers une activité bancaire consistant à récolter des fonds et à les réaffecter sous forme de crédits, à des projets culturels, sociaux et environnementaux.» Ces établissements, qui contribuent à l'intérêt général, s'engagent à financer exclusivement des projets écologiques, culturels et sociaux. Parmi eux, on cite la NEF, une banque éthique pionnière au niveau national, qui soutient principalement les projets orientés vers l'agriculture biologique, les activités culturelles et notamment les énergies renouvelables. Les banques vertes sont transparentes quant à l'utilisation des fonds confiés par leurs clients. Certaines publient annuellement la liste des projets financés par les fonds des épargnants. De plus, elles sont axées sur le management collaboratif, tout en adoptant une stratégie visant à maximiser la participation des salariés ainsi que celles des adhérents.

POURQUOI CHOISIR UNE BANQUE VERTE ?

D'une manière générale, les sociétés de financement fournissent des crédits aux emprunteurs grâce aux dépôts de

leurs clients. En effet, les économies placées sur un compte courant, un compte d'épargne ou même en assurance vie sont en perpétuel mouvement. Elles sont utilisées pour financer des projets dans différents domaines, y compris ceux qui aggravent le réchauffement climatique et contribuent au déclin de la biodiversité. Les banques écologiques constituent une alternative aux banques classiques, qui financent dans la majorité des cas des projets orientés vers les industries polluantes, dont ceux qui développent les énergies fossiles. Elles sont destinées principalement aux personnes souhaitant que leur argent puisse servir la transition écologique. Ces établissements éthiques, à l'inverse des banques classiques, ne se focalisent pas sur la maximisation de leur profit, mais plutôt sur leur impact positif à la fois sur la société et sur l'environnement. Engagées dans le développement durable, les banques vertes sont axées sur une stratégie permettant non seulement de préserver la Planète, mais également de proposer un modèle économique plus vertueux, de réduire les inégalités et de favoriser l'inclusion sociale. Pour les entreprises, engagées dans une démarche écoresponsable, se tourner vers les banques éthiques est encore plus essentiel. En choisissant une institution en

accord avec leurs valeurs, leurs objectifs écoresponsables et leur démarche RSE, ces entreprises développent davantage leur image de marque et par conséquent leur rentabilité et leur pérennité.

QUELLE BANQUE ÉTHIQUE CHOISIR ?

Avant de choisir sa banque éthique, les entreprises comme les particuliers doivent prendre en considération une diversité de critères leur permettant d'identifier son niveau d'impact et d'engagement. Outre la transparence, les clients doivent s'informer sur les différents produits proposés par ces établissements bancaires afin de sélectionner ceux qui correspondent le plus à leurs besoins et à leurs attentes. Ils doivent également se renseigner sur les projets et les associations soutenus par ces établissements, qui doivent être en accord avec leurs valeurs et leur engagement RSE. Les banques vertes sont avant tout des institutions financières. En ce sens, les clients doivent s'assurer que la société de financement choisie est capable de leur garantir une meilleure gestion de leurs portefeuilles et de mettre à leur disposition des prestations financières efficaces.

MH

La **Caisse d'Épargne Grand Est Europe**
présente la **2e édition des Trophées**



invESTir

L'AVENIR | CLIMAT EAU
MOBILITÉ ÉNERGIE

En partenariat avec :



***Entreprises engagées dans la
transition environnementale,***

Déposez vos candidatures sur :

[trophees-avenir.fr*](https://trophees-avenir.fr)



**CAISSE
D'ÉPARGNE**
Grand Est Europe



Disponibilité du règlement des Trophées sur simple demande auprès de Maître Pascal SAYER, huissier de justice – 17 rue Jacob Netter 67200 Strasbourg - ou consultable sur www.trophees-avenir.fr*. Fin du dépôt des candidatures le 30 septembre 2024.

* Coût de connexion selon votre opérateur.

Caisse d'Épargne et de Prévoyance Grand Est Europe, Banque coopérative régie par les articles L.512-85 et suivants du Code Monétaire et Financier, société anonyme à Directoire et Conseil d'Orientation et de Surveillance au capital de 681.876.700 euros - siège social à STRASBOURG (67100), 1, avenue du Rhin - 775 618 622 RCS STRASBOURG - immatriculée à l'ORIAS sous le n° 07 004 738.- Crédit photo : Shutterstock

RÉGLEMENTATION

L'intégration des critères ESG, un avantage concurrentiel pour les entreprises ■

EN PARTENARIAT AVEC EURONEXT CORPORATE SERVICES, BPIFRANCE ET LCL, TENNAXIA A MENÉ UNE ÉTUDE SUR LES PRATIQUES DE REPORTING DE DURABILITÉ. SELON LES RÉSULTATS DE CETTE ENQUÊTE, 92 % DES ENTREPRISES EUROPÉENNES ASSURENT SUBIR UNE PRESSION CONSTANTE DES BANQUES ET DES INVESTISSEURS PAR RAPPORT AUX SUJETS ESG (ENVIRONNEMENTAUX, SOCIAUX ET DE GOUVERNANCE). QUELLE EST L'IMPORTANCE DES CRITÈRES ESG ? COMMENT LES ENTREPRISES SE PRÉPARENT POUR RÉPONDRE À CES NOUVELLES DEMANDES ?



© Adobe Stock

Selon la définition de l'Autorité des marchés financiers (AMF), les critères extra-financiers permettent d'évaluer un acteur économique en dehors des critères financiers habituels que sont la rentabilité, le prix de l'action et les perspectives de croissance. Il s'agit de prendre en compte son impact et ses performances via un autre prisme, comme celui de l'environnement. Aujourd'hui, les clients cherchent des produits qui sont respectueux de l'environnement, éthiques et fabriqués de manière responsable. Ils prennent en considération l'impact social et environnemental d'une entreprise lorsqu'ils décident d'acheter un produit ou un service. L'adoption des pratiques ESG responsables permettra d'améliorer la réputation de l'entreprise et d'attirer de nouveaux talents. De plus, les entreprises performantes sur les critères ESG sont mieux positionnées pour attirer des investisseurs et obtenir un financement à des conditions avantageuses. Pour répondre à ces nouvelles demandes, il est important de désigner un responsable qui coordonne la durabilité ou l'ESG au sein de l'entreprise. Son objectif étant d'établir un plan de durabilité, puis de le mettre en œuvre, le suivre et élaborer le rapport non financier.

ZOOM SUR L'ÉTUDE

Selon une étude récente menée par Tennaxia, 74 % des entreprises déclarent que leur direction financière est impliquée dans les sujets de durabilité, en très forte augmentation par rapport aux années précédentes. D'ailleurs, la pression autour sujets ESG est plus forte de la part des banques et des investisseurs pour 92 % des entreprises. Selon également les résultats de cette étude, 91 % des entreprises déclarent aborder les thématiques ESG avec leurs banques, notamment les sujets liés au financement durable via l'octroi de prêts fléchés ou indexés par exemple et la collecte des données ESG de l'entreprise. En ce sens, les entreprises doivent trouver le moyen d'intégrer la durabilité dans leur ADN en trouvant l'équilibre entre rentabilité et impact social et environnemental positif. Il est important de tenir compte des trois piliers de la durabilité dans leurs décisions stratégiques et opérationnelles.

ENCOURAGER LE DÉVELOPPEMENT DURABLE DES ENTREPRISES

Applicable depuis le 1^{er} janvier dernier, la directive européenne Corporate Sustaina-

bility Reporting Directive (CSRD) fixe de nouvelles normes et obligations de reporting extra-financier. En plus du bilan financier, elle leur impose d'établir et de publier un bilan ESG. L'objectif de cette directive est d'encourager le développement durable des entreprises et d'identifier celles qui sont impliquées en la matière. Les informations collectées permettront de mieux évaluer l'impact de l'entreprise et de son activité sur l'environnement. La CSRD fait de la double matérialité un outil essentiel pour identifier les enjeux qui sont matériels et qui doivent être intégrés dans le rapport de durabilité. On citera notamment les émissions de gaz à effet de serre, la gestion de l'eau, la diversité, ainsi que l'éthique des affaires. Selon les résultats de l'enquête réalisée par Tennaxia, 82 % des entreprises qui appliquent la CSRD dès 2025 ont déjà réalisé une analyse de double matérialité, bien qu'à la date de l'enquête, les standards de reporting précisant la méthodologie (ESRS) n'étaient pas adoptés. En revanche, 43 % des entreprises n'ayant pas encore réalisé ni planifié leur analyse de double matérialité déclarent attendre la publication des textes officiels.

SM



FINANCEMENT

Le Crowdfunding, un véritable levier de financement des porteurs de projets ■

ENCORE MÉCONNU IL Y A QUELQUES ANNÉES, LE CROWDFUNDING, OU FINANCEMENT PARTICIPATIF, EST DANS L'AIR DU TEMPS, CELUI DE L'ÉCONOMIE SOCIALE ET CIRCULAIRE VISANT À SOUTENIR LES MICRO-ENTREPRENEURS. LE PRINCIPE EST DE COLLECTER DES FONDS SUR INTERNET AUPRÈS D'INVESTISSEURS POUR FINANCER UN PROJET. LA COLLECTE SE FAIT PAR LE BIAIS D'UNE PLATEFORME EN LIGNE DÉDIÉE ALORS QUE LE FINANCEMENT PEUT PRENDRE LA FORME D'UN PRÊT, D'UN DON OU INVESTISSEMENT EN CAPITAL.



© Adobe Stock

À l'heure actuelle, nombreux sont les porteurs de projets qui se penchent de plus en plus sur le financement participatif ou crowdfunding. Ils y voient une véritable alternative au prêt bancaire classique. Sur ce point, il faut préciser que cet engouement autour de la finance solidaire ou le financement collaboratif s'explique par l'effondrement des subventions et la montée croissante de la commande publique et des appels à projets notamment avec la création des Contrats à Impacts Sociaux (CIS).

LES CATÉGORIES DE FINANCEMENTS PROPOSÉES PAR LE CROWDFUNDING

Aujourd'hui, trois formes de financements ont le vent en poupe : le don, avec ou sans contrepartie, l'acquisition de titres de société et le prêt participatif autrement appelé crowdlending. Ce dernier est basé sur la mise en relation des investisseurs souhaitant prêter leur argent avec des porteurs de projets qui n'ont pas suffisamment de ressources financières. S'agissant du financement participatif en aussi appelé equity crowdfunding, celui-ci consiste à intégrer des investisseurs dans le capital de l'entreprise pour devenir actionnaires. À cet égard, il faut noter que les taux de ren-

dement potentiels de ces investissements sont généralement importants mais représentent un risque très élevé. La 3e catégorie de financement fait appel au bon cœur, il s'agit ici du don sans contrepartie qui est souvent lié aux projets d'envergure humaine. En revanche, cette action pourrait s'avérer bénéfique pour le financeur puisque dans certains cas elle lui permet de bénéficier d'avantages fiscaux. Dans la même catégorie, on trouve aussi le don avec contrepartie, souvent sous forme d'un don contre un autre mais qui sera rentable pour l'entreprise visée.

LE CROWDLENDING UN VÉRITABLE ATOUT POUR LES MICRO-ENTREPRISES

Considéré comme alternative aux prêts bancaires classique, le crowdlending s'est fait connaître en 2008 où il avait commencé à susciter un engouement pour ce type de financement. Dans ce contexte de recul net des fonds et de rétrécissement de liquidités, la problématique de financement demeure la principale entrave aux porteurs de projets. Pour pallier au resserrement de l'accès au crédit pour les TPE/PME suite à la crise financière qui a touché le secteur bancaire, les jeunes entreprises se sont orientées

vers ce mécanisme de financement souscrit par des particuliers ou des banques.

CROWDFUNDING ET CROWDLENDING, À NE PAS CONFONDRE

A priori, il s'agit d'un financement par la foule ou financement participatif où les investisseurs sont des particuliers ou même des banques traditionnelles qui convaincu suffisamment du bien fondé d'un projet pour s'y associer financièrement. En revanche, dans le cas du crowdfunding, il est souvent sous forme de dons sans contrepartie. Les investisseurs, en l'occurrence ne recevront aucuns dividendes contrairement au cas du crowdlending, où le financeur, en tant que prêteur, fait un placement financier sur une durée définie à un taux de rendement fixé au préalable.

POURQUOI CHOISIR LE CROWDLENDING ?

En effet, les entreprises ont tendance à choisir ce mode de financement pour ses nombreux avantages notamment la rapidité des procédures car les plateformes ne demandent ni caution, ni garantie. Ainsi, dans le cas de prêts participatifs, le porteur de projet peut débloquer les fonds en quelques jours seulement. Il est également accessible pour différents types de projet (acquisition, immatériel, renforcement de trésorerie...). Par ailleurs, le crowdlending permet de financer des dépenses que les banques refusent de financer sans exiger de caution personnelle. Quant aux investisseurs, le crowdlending permet au particulier-investisseur de maîtriser son épargne en investissant sur des projets viables, concrets et rentables pour lui. Du côté de la réglementation, en France, le financement participatif est encadré par la loi, les porteurs de projets ainsi que les investisseurs bénéficient conjointement donc d'un cadre légal établi.

LR

SALLES DE RÉUNION ET ESPACES DE COWORKING

Des solutions adaptées à vos besoins



RÉSERVATIONS

Tél. 06 30 95 01 37

reservation@espace-acoris.fr

ESPACE
ACORIS



6-8, viaduc Kennedy, CS 44210,
54042 NANCY CEDEX